

Les citoyens ont aussi leur mot à dire

A l'initiative de la province de Luxembourg et de l'Université de Liège (ULg), une petite cinquantaine de « personnes ordinaires » ont participé au Parlement citoyen sur le climat.

Donner la parole à Monsieur et Madame Tout-Le-Monde et leur permettre de se réapproprier les enjeux environnementaux de leur province, tels étaient les objectifs principaux du projet de Parlement citoyen sur le climat lancé en juin dernier en province de Luxembourg. 45 habitants et habitantes de la province ont été sélectionnés pour prendre part à l'expérience, par tirage au sort, afin de s'assurer de la mixité des points de vue, des âges, des convictions écologiques. Initié dans le cadre de la COP21, qui se tiendra à Paris en décembre 2015, le processus renforçait également la dynamique « Province à énergie positive » (PEPS-Lux), dans laquelle la Province s'est engagée depuis 2012, et avec pour ambition d'atteindre la neutralité énergétique à l'horizon 2050.

Entre septembre et novembre, les membres de ce parlement innovant se sont réunis à trois reprises pour mieux contextualiser le projet et reposer les bases des enjeux climatiques : les sources d'émissions de CO₂, les impacts actuels et futurs, les différentes sources d'énergies renouvelables... Ils ont rencontré des experts sur les thématiques de l'habitat, de la mobilité, de l'agriculture et des forêts en lien avec les enjeux climatiques, avec lesquels ils ont pu échanger leur vécu quotidien et découvrir des actions locales existantes. Enfin, un dernier temps de réunion était dédié aux délibérations et à la rédaction de l'avis citoyen à remettre aux élus provinciaux.

Ces moments de discussion ont été l'occasion pour les participants d'expérimenter des techniques de débat



participatif et de prise de décision telles que le World Café ou l'élection sans candidat.

L'utilisation de ces outils d'intelligence collective dans le cadre du Parlement, visait l'expression et la prise en considération de tous les avis des participants, minoritaires ou contradictoires.

L'ensemble de ce processus de démocratie participative se clôture le 27 novembre. Les citoyens du Parlement y présenteront leurs propositions devant le Conseil provincial. Une première ! Les propositions porteront sur la mise en œuvre concrète d'actions locales et durables de réduction des consommations d'énergie et de production d'énergies renouvelables à l'échelle du territoire. Mais ces avis et idées ne s'arrêteront pas là ! Ils seront également portés jusqu'à Paris, lors de la COP21 en décembre. Pour faire entendre les voix des citoyens attentifs au climat, leurs attentes en matière de politique climatique, du plus local au plus global.

Hélène COLON

Contact :

Michel Daccache - 063 23 08 99 - michel.daccache@ulg.ac.be
<http://events.ulg.ac.be/parlement-citoyen-climat/>

Une voix mondiale pour le climat

Le 6 juin dernier s'est tenue la plus grande consultation citoyenne mondiale jamais réalisée. Des Philippines au Pérou, en passant par le Zimbabwe ou la France, ce sont près de 10.000 citoyens de 76 pays qui ont fait entendre leurs voix aux décideurs politiques du monde entier en matière d'énergie et de climat.

A la veille de la COP21, une journée mondiale de débats a été organisée afin de recueillir l'avis des citoyens sur les grands enjeux climatiques actuels et à venir. Simultanément, ce sont 97 débats, rassemblant plus de 100 personnes chacun, qui ont eu lieu à travers le monde. Co-organisés au niveau national par des universités, des ONG et des collectivités locales, ces débats avaient pour objectif de produire un avis citoyen planétaire.

Pour ce faire, le même protocole a été appliqué dans tous les pays participants. La journée était divisée en 5 sessions thématiques. Pour chaque thème, les citoyens visionnaient une vidéo informative et débattaient ensuite par petits groupes sur base de questions fermées qui leur étaient posées. Individuellement enfin, ils votaient et se positionnaient sur les mesures politiques à prendre.

Les résultats de cette consultation hors du commun ont mis en évidence la conviction des citoyens de la nécessité d'un accord ambitieux sur les changements climatiques. En effet, 78% des participants se sont dits très concernés par les changements climatiques et 63% d'entre eux considèrent que tout doit être fait à Paris pour limiter le réchauffement à 2 degrés. Aussi, 77% des sondés placent l'éducation, la formation et la sensibilisation du grand public en première place des outils contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le rapport final du débat citoyen planétaire a été officiellement présenté le 26 septembre au siège des Nations Unies, à New-York. A présent, ce « point de vue » des citoyens du monde est entre les mains des décideurs et orientera, on l'espère, leurs décisions durant la COP21.

Hélène COLON

Plus d'infos : <http://climateandenergyworldviews.org/lang-fr>

Une Terre à vivre pour nos petits-enfants

Sensibles aux changements climatiques et aux impacts de ceux-ci sur les générations à venir, des grands-parents de Belgique ont décidé de se mobiliser. Pour sensibiliser leurs pairs, leurs petits-enfants et les politiques.

Depuis le début de l'année, une quinzaine de grands-parents motivés ont lancé chez nous les « Grands parents pour le climat », à l'image d'un mouvement actif depuis plusieurs années aux Etats-Unis, au Canada, en Suède ou en Suisse. Ces papys et mamys, interpellés par les enjeux environnementaux, s'engagent à laisser une Terre où il fait bon vivre à leurs petits-enfants. « *L'objectif principal de notre association est de transmettre des valeurs de respect de la planète et la conscience des enjeux climatiques*, explique Thérèse Snoy, membre fondatrice. *Pour ce faire, le mouvement s'articule autour de trois dimensions travaillées en parallèle : la consommation responsable des grands-parents, les activités de transmission aux petits-enfants et un travail de plaidoyer pour faire pression sur les politiques.* »

Ainsi, l'éducation représente une part importante des actions de l'association. « *Nous nous attachons à organiser des activités pour grands-parents et petits-enfants*, précise Cécile Honhon, membre de l'association. *Ces moments privilégiés, programmés durant les congés scolaires, mettent les deux générations en contact direct avec la nature et leur permettent de découvrir divers écosystèmes, tout en passant un après-midi agréable ensemble.* » Le mouvement permet aussi aux grands-parents d'échanger entre eux de bons tuyaux, des associations intéressantes ou des outils pour mener des activités de sensibilisation avec leurs petits-enfants et, pourquoi pas, au sein de leur quartier et dans les écoles. « *En tant que grands-parents, nous avons l'expérience et le temps*, ajoute Cécile Honhon. *L'association aide les grands-parents soucieux du climat à transmettre ces valeurs à leurs petits-enfants. Sans faire peur et en restant positif. Il est important de toujours montrer qu'il y a des issues et qu'on peut agir. Parce qu'il y a de l'espoir quand on agit !* »

Pour se faire connaître, ce tout jeune mouvement participe à des événements comme Alternatiba (voir encadré) et a organisé un « appel aux consciences », début novembre à Louvain-la-Neuve en collaboration avec la Maison du Développement Durable. Cette soirée de témoignages et d'échanges réunissait des personnalités de divers horizons philosophiques, religieux et professionnels pour discuter des actions à entreprendre pour réduire les changements climatiques et questionner la place de l'homme dans la nature.

Enfin, cette nouvelle génération de grands-parents s'attèle à faire entendre leurs voix aux responsables politiques. « *Nous nous adressons à eux au nom du fait que nous sommes grands-parents et que nous sommes inquiets pour l'avenir de nos petits-enfants*, clame Thérèse Snoy. *En collaboration avec les Grands-parents pour le climat de Suisse et de France, nous avons donc interpellé le président de la COP21, Laurent Fabius, sur le principe de la solidarité intergénérationnelle et nous comptons nous rendre à Paris en décembre !* »

Hélène COLON

Contact : gpc@gpclimate.be - <http://gpclimate.be>



Le village des alternatives

Faire connaître et valoriser les solutions concrètes aux changements climatiques et à la crise énergétique, c'est l'ambition d'Alternatiba, un processus de mobilisation citoyenne qui a démarré à Bayonne, en France, en 2013. Douze mille personnes s'y étaient alors retrouvées pour découvrir des associations et initiatives locales en agriculture paysanne, éco-habitat ou récupération des déchets. Mais également pour en apprendre davantage sur les solutions en matière de relocalisation de l'économie, d'aménagement maîtrisé du territoire ou de partage du travail et des richesses. Le tout, sous forme de stands, expositions, ateliers, conférences, agrémentés de déambulations artistiques et de concerts.

Suite à ce succès, un appel à créer d'autres Alternatiba en France et dans toute l'Europe avait été lancé. Depuis, ce sont près de cent villages qui ont eu lieu, dont trois en Belgique : à Bruxelles, Habay et Louvain-la-Neuve. Une charte, un kit méthodologique et des ressources graphiques sont disponibles en ligne et mis à disposition de tous pour organiser un Alternatiba dans sa ville ou son village. Le prochain rendez-vous sera le Village Mondial des Alternatives à Paris, les 5 et 6 décembre, dans le cadre de la COP21.

H.C.

Plus d'infos : <https://alternatiba.eu>